



Marine Le Pen, 10/10 en constat, zéro pointé en solutions !

Description

Marine Le Pen a un talent politique incontestable. Elle sait nommer les inquiétudes des Français. L'autorité de l'État recule, les services publics s'essoufflent, la dette enfle, l'Europe s'enlise dans ses contradictions et une partie de la jeunesse ne croit plus aux promesses de la République. Le Centre et la Droite dressent eux aussi ce constat.

Encore faut-il distinguer le diagnostic du remède. Pour annoncer qu'il fait beau, nul besoin d'être météorologue. Pour prévoir le temps de demain, c'est une autre affaire. En politique, la différence est exactement la même : décrire la France d'aujourd'hui ne dit rien de la France que l'on saura construire demain.

Le RN maîtrise le bulletin météo. Reste à connaître ses prévisions.

C'est toute la difficulté du discours de Marine Le Pen à Orléans. Le constat est familier, parfois juste. Mais dès que l'on passe aux solutions, les certitudes deviennent moins convaincantes.

La démocratie

Le RN propose la proportionnelle, censée mieux représenter les opinions. Le scrutin majoritaire écrase parfois des courants qui pèsent pourtant lourds dans le pays. Mais la représentation n'est pas le seul critère d'un système électoral. Encore faut-il pouvoir gouverner.

L'Assemblée nationale

Elle est fragmentée, elle peine à dégager des majorités stables. La proportionnelle intégrale ne résoudrait pas cette difficulté ; elle pourrait même l'accentuer. Tout dépend des modalités retenues, des seuils et des règles de coalition. Elle renforcerait aussi le poids des appareils politiques dans la confection des listes, au risque d'éloigner certains élus de leurs électeurs.

Le scrutin majoritaire a ses défauts, mais il maintient un lien direct entre un député et sa circonscription. Un élu n'est pas seulement le produit d'un classement national, il a un territoire, des électeurs et des comptes à leur rendre.

Réformer le scrutin peut se défendre. Prétendre qu'un changement de mode de scrutin suffira à réparer la démocratie relève d'une toute autre ambition.

Même décalage sur l'Europe

Bruxelles est bureaucratique, lente, parfois incapable de décider à la hauteur des enjeux. Elle accumule les normes sans avoir encore acquis toute la puissance industrielle, militaire et technologique que le monde exige. Le procès n'est pas sans fondement. Mais après le réquisitoire, quel projet ? Face aux États-Unis et à la Chine, dans la course à l'intelligence artificielle, à l'énergie, à l'industrie et à la défense, que pèserait une France seule ? On peut réclamer moins de bureaucratie européenne sans renoncer à une Europe capable de défendre ses intérêts.

L'Europe doit être réformée, pas transformée en bouc émissaire. Dénoncer ses faiblesses est facile. Dire comment les corriger sans affaiblir davantage la France l'est beaucoup moins.

Le « droit au beau »

L'intention est séduisante. Qui réclamerait le droit au laid ? Reste à savoir ce que recouvre cette formule. Victor Hugo écrivait dans la préface de *Cromwell* : « *Le beau n'a qu'un type ; le laid en a mille.* » Mais la littérature se prête mal à la rédaction des politiques publiques. Et Quasimodo suffit à rappeler qu'une apparence jugée disgracieuse peut dissimuler une grandeur humaine que les critères esthétiques ne mesurent pas.

L'État a un rôle à jouer

Préserver le patrimoine, protéger les paysages, améliorer l'architecture publique, réhabiliter les quartiers dégradés et éviter que l'aménagement du territoire ne se résume à aligner du béton. Mais qui définira le beau ? Selon quels critères ? Avec quel budget et quelles priorités ?

L'histoire a montré combien les pouvoirs qui prétendent imposer un idéal esthétique peuvent dérailler lorsque leurs critères deviennent des normes humaines. Les canons de beauté ne sont ni universels ni innocents. Entre protéger un paysage et décider de ce qui mérite d'être regardé, la frontière n'est pas anodine.

Marine Le Pen veut également dépasser le clivage entre la droite et la gauche. Elle se présente comme un oiseau qui ne serait ni de droite ni de gauche, mais les deux ailes réunies. L'image est habile. Elle évite surtout de répondre à une question moins poétique. Quelle politique économique, sociale et fiscale cette créature entend-elle mener ?

Des ailes ne suffisent pas à définir la direction du vol. Entre baisser les impôts et financer les services publics, protéger les entreprises et augmenter les dépenses, réduire la dette et multiplier les promesses, il faudra trancher. À moins de prendre les Français pour des pigeons, auxquels on peut vendre toutes les directions à la fois.

Le véritable enjeu de 2027 est là. Les Français n'ont pas attendu les discours de Marine Le Pen pour découvrir les déserts médicaux, les difficultés d'accès au logement, les violences, les défaillances de l'école ou l'explosion de la dette. Ils connaissent ces réalités parce qu'ils les vivent. Ce qu'ils attendent d'un candidat à la présidence, ce n'est pas un inventaire supplémentaire de leurs difficultés, mais un programme qui résiste à l'examen.

Que fera-t-il dès les premiers jours ? Comment augmentera-t-il le pouvoir d'achat des salariés et des retraités ? Comment financera-t-il notre système de santé, relancera-t-il la construction, restaurera-t-il l'autorité de l'État et améliorera-t-il l'école ? Comment relancera-t-il la production tout en réduisant les déficits ? Et surtout, combien coûteront ses mesures, qui les financera et à quelles dépenses faudra-t-il renoncer ?

C'est à ces questions que se mesure le sérieux d'un programme. Pas au nombre de promesses, ni à la vigueur des indignations.

Gouverner, ce n'est pas annoncer que tout ira mieux. C'est hiérarchiser les urgences, arbitrer entre des intérêts contradictoires, assumer les coûts et expliquer les renoncements. Gouverner, c'est choisir.

Le débat de 2027 devrait donc porter sur les solutions, leur financement et leurs conséquences, plutôt que sur une compétition de diagnostics que les Français connaissent déjà. La politique retrouve sa crédibilité lorsqu'elle cesse de faire croire que tout est possible et démontre ce qui peut réellement être accompli.

Le ciel était bleu hier. Marine Le Pen nous l'a signalé. Mais avant de lui confier les clés de l'Élysée, les Français seraient en droit de connaître ses prévisions pour les cinq prochaines années.

La France n'a pas besoin des prévisionnistes de la veille mais de gens courageux qui proposent un cap, réforment notre pays, et l'orientent vers un avenir radieux.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée

27 octobre 2026